



Assemblée générale

Distr. limitée
10 décembre 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-septième session

Deuxième Commission

Point 93 de l'ordre du jour

**Réunion internationale de haut niveau
chargée d'examiner la question du financement
du développement à l'échelon intergouvernemental**

**Projet de résolution présenté par le Président, M. Marco Antonio Suazo
(Honduras), sur la base de consultations officieuses relatives au projet
de résolution A/C.2/57/L.36**

Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 56/210 B du 9 juillet 2002, par laquelle elle a fait sien le Consensus de Monterrey adopté à l'issue de la Conférence internationale sur le financement du développement¹ le 22 mars 2002,

Se félicitant des initiatives prises et des efforts déployés par les différents acteurs participant au processus de financement du développement dans les secteurs public et privé de même que dans la société civile, pour maintenir la mobilisation aux niveaux national, régional et international, assurer un suivi approprié de l'application des accords convenus et des engagements pris à la Conférence internationale sur le financement du développement, et continuer à établir des liens entre les organisations qui s'occupent de questions relatives au développement, au financement et au commerce et les initiatives en la matière, dans le cadre du programme global de la Conférence,

Consciente du lien existant entre le financement du développement et la réalisation des objectifs de développement de la communauté internationale, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire², pour ce qui est de

¹ *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7).

² Résolution 55/2.



mesurer les progrès accomplis et d'orienter les priorités en matière de développement ainsi que de croissance économique soutenue et de développement durable,

Soulignant que le système financier international doit promouvoir un développement durable, une croissance économique soutenue et l'élimination de la pauvreté, et permettre la mobilisation, de façon cohérente, de toutes les sources de financement du développement, y compris les ressources nationales, les flux internationaux, les échanges commerciaux, l'aide publique au développement et les mesures d'allègement de la dette extérieure,

Prenant note des communiqués du Comité du développement de la Banque mondiale d'avril et de septembre 2002, ainsi que du communiqué du Comité monétaire et financier international en date du 28 septembre 2002,

1. *Souligne son ferme attachement* à la mise en oeuvre intégrale et effective du Consensus de Monterrey¹ et, à cet égard, à la promotion d'une approche globale des problèmes interdépendants, aux niveaux national, international et systémique, que pose le financement du développement, dans le cadre d'un partenariat actif avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et les autres institutions concernées, la société civile et le secteur privé, y compris sous la forme d'une intervention collective et cohérente dans chacun des domaines visés dans le Consensus;

2. *Réaffirme* que la réalisation des objectifs en matière de développement et d'élimination de la pauvreté suppose, entre autres, une bonne gouvernance dans chaque pays et au niveau international. Des politiques économiques saines, des institutions démocratiques solides à l'écoute des besoins de la population et l'amélioration de l'infrastructure sont le fondement d'une croissance économique soutenue, de l'élimination de la pauvreté et de la création d'emplois. La transparence des systèmes financier, monétaire et commercial et la détermination de mettre en place un système commercial et financier multilatéral qui soit ouvert, équitable, fondé sur le droit, prévisible et non discriminatoire sont, de même, essentiels;

3. *Se déclare préoccupée* par les difficultés liées à la situation économique mondiale actuelle et souligne qu'il importe d'y faire face grâce à de vigoureux efforts concertés de la part de tous les pays et institutions; souligne qu'il importe de poursuivre les efforts visant à améliorer la gouvernance économique mondiale et à renforcer le rôle mobilisateur de l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est de la promotion du développement;

4. *Demande* que les questions ayant trait au commerce, au financement, aux investissements, au transfert de technologie et au développement soient examinées de façon intégrée et, à cette fin, souligne de nouveau que des mesures cohérentes doivent être prises d'urgence par l'Organisation des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce, selon qu'il conviendra, parallèlement aux mesures prises par les gouvernements, pour promouvoir un partage large et équitable des fruits de la mondialisation, en tenant compte des points vulnérables, préoccupations et besoins particuliers des pays en développement;

5. *Considère* que l'instauration d'un environnement propice au niveau national est essentielle pour mobiliser des ressources nationales, accroître la

productivité, ralentir l'exode de capitaux, encourager le secteur privé et attirer et utiliser efficacement l'aide et les investissements internationaux. La communauté internationale doit soutenir les efforts entrepris à cette fin;

6. *Encourage* tous les gouvernements à lutter contre la corruption, les malversations, le blanchiment d'argent, le transfert de fonds et actifs acquis illégalement ainsi qu'à s'efforcer d'assurer le retour desdits fonds et actifs dans le pays d'origine, et se félicite des mesures prises à cet égard aux échelons national et international;

7. *Souligne* la nécessité de réformes structurelles afin de renforcer la direction, la comptabilité et l'audit au sein des entreprises, en particulier lorsque des politiques malavisées risquent d'avoir des conséquences systémiques;

8. *Souligne* l'importance de l'existence d'institutions solides à l'échelon national afin de promouvoir l'activité économique et la stabilité financière pour assurer la croissance et le développement, notamment grâce à des politiques macroéconomiques saines et des politiques visant à renforcer les systèmes de réglementation des entreprises et des secteurs financier et bancaire;

9. *Considère* que, dans le contexte de la situation économique mondiale actuelle, il faudrait renforcer le système commercial multilatéral en faisant en sorte que les négociations de Doha aboutissent à un résultat équilibré, répondant aux intérêts de tous les membres de l'Organisation mondiale du commerce, en particulier les pays en développement, et en traduisant dans la pratique les dispositions du programme de travail de l'Organisation mondiale du commerce qui ont trait au développement, et en s'efforçant de faire en sorte que les préoccupations des pays en développement, en particulier pour ce qui est des questions d'exécution et du traitement spécial et différentiel, soient dûment prises en considération conformément à la Déclaration ministérielle de Doha³, telle que modifiée par le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce;

10. *Estime* que la teneur des règles et questions commerciales de l'après-Doha devrait être clairement liée au développement;

11. *Se déclare préoccupée* par l'adoption d'un certain nombre de décisions unilatérales qui ne sont pas compatibles avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce, qui nuisent aux exportations de tous les pays, en particulier celles des pays en développement, et ont des incidences considérables sur les négociations en cours de l'Organisation mondiale du commerce et sur les efforts visant à ce que l'aspect relatif au développement soit pris en compte dans les négociations commerciales et soit mieux mis en valeur;

12. *Se félicite* des engagements pris à la Conférence internationale sur le financement du développement quant à l'accroissement du volume et de l'efficacité de l'aide publique au développement, espère que les ressources annoncées seront fournies rapidement, conformément aux calendriers prévus, demande instamment aux pays développés qui ne l'ont pas encore fait de déployer tous leurs efforts pour atteindre l'objectif de 0,7 % du produit national brut en ce qui concerne l'aide publique au développement destinée aux pays en développement et l'objectif de 0,15 à 0,20 % dans le cas des pays les moins avancés, et encourage les pays en développement à faire bon usage des progrès réalisés en veillant à ce que l'aide

³ Voir A/C.2/56/7, annexe.

publique au développement soit utilisée efficacement pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement;

13. *Réaffirme* l'engagement pris dans la Déclaration du Millénaire² d'appréhender de façon globale et effective le problème de la dette des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, grâce à diverses mesures d'ordre national et international propres à rendre leur endettement viable à long terme;

14. *Réaffirme également* qu'en procédant au réexamen du degré d'endettement tolérable, il faudrait aussi tenir compte des incidences des mesures d'allègement de la dette sur la réalisation des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire et que les analyses du degré d'endettement tolérable au point d'achèvement du processus doivent tenir compte de toutes perspectives de déclin de la croissance mondiale et de détérioration des termes de l'échange; en outre, les efforts visant à accroître la transparence et l'intégrité de ces analyses devraient être poursuivis;

15. *Souligne*, s'agissant de l'examen de tout nouveau mécanisme visant à régler le problème de la dette, l'importance de larges échanges de vues dans les instances appropriées, avec la participation de tous les intéressés, se félicite des mesures prises par les institutions financières internationales pour tenir compte des aspects sociaux et des frais d'emprunt encourus par les pays en développement, les encourage à poursuivre leurs efforts à cet égard et réitère que l'adoption d'un tel mécanisme ne doit pas exclure un financement d'urgence en période de crise;

16. *Souligne* l'importance particulière que revêt la création d'un environnement économique international propice grâce à de vigoureux efforts déployés en coopération par tous les pays et toutes les institutions afin de promouvoir un développement économique équitable dans une économie mondiale qui serve les intérêts de tous et, dans ce contexte, invite les pays développés, en particulier les principaux pays industrialisés qui, vu leur poids considérable, peuvent influencer la croissance économique mondiale, à tenir compte, lorsqu'ils formulent leurs politiques macroéconomiques, des effets de ces dernières dans l'optique d'un environnement économique extérieur favorable à la croissance et au développement;

17. *Note* les incidences des crises financières ou risques de contagion dans les pays en développement et pays en transition, quelle que soit leur taille, et souligne à cet égard la nécessité de faire en sorte que les institutions financières internationales, y compris le Fonds monétaire international, aient à leur disposition une gamme appropriée de facilités et de ressources financières pour pouvoir réagir rapidement et de façon appropriée, conformément à leurs politiques;

18. *Prend note* du communiqué du Comité du développement de la Banque mondiale en date du 28 septembre 2002, en particulier de son paragraphe 10, relatif à la nécessité de rechercher des moyens pragmatiques et novateurs d'accroître davantage la participation des pays en développement et des pays en transition à la prise de décisions et à l'élaboration de normes à l'échelon international, et encourage toutes les institutions financières internationales concernées à prendre des mesures concrètes à cette fin;

19. *Invite* le Fonds monétaire international à poursuivre ses travaux concernant les quotes-parts et se félicite de la poursuite des travaux du Fonds sur la révision générale des quotes-parts ainsi que de la réaffirmation par le Comité monétaire et financier international de la nécessité de faire en sorte que le Fonds

monétaire international dispose de ressources suffisantes pour faire face à ses responsabilités financières et que les quotes-parts reflètent l'évolution de l'économie internationale;

20. *Prie* le Secrétaire général, agissant en collaboration avec les secrétariats des institutions concernées, en tirant pleinement parti des mécanismes du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, avec un appui efficace du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, et en s'inspirant du succès des préparatifs de la Conférence internationale sur le financement du développement, d'établir un rapport d'ensemble sur l'application et le suivi des engagements pris et des accords convenus à la Conférence, l'accent étant mis sur les progrès accomplis dans tous les domaines visés dans le Consensus de Monterrey;

21. *Décide* que les travaux préparatoires et les rapports de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que le processus préparatoire du dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale, serviraient d'apports aux préparatifs du rapport d'ensemble, qui serait présenté annuellement à l'Assemblée générale, au titre du point de l'ordre du jour relatif au suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement, ainsi qu'au dialogue biennal de haut niveau de l'Assemblée générale;

22. *Souligne* qu'il importe que des progrès soient réalisés sur tous les fronts et que la cohérence et la synergie de tous les efforts de développement soient renforcées et, dans l'esprit de partenariat stratégique inauguré à Monterrey, prie le Président de l'Assemblée de porter la présente résolution à l'attention du Conseil des administrateurs de la Banque mondiale et du Conseil d'administration du Fonds monétaire international avant la réunion de printemps du Comité monétaire et financier international et du Comité du développement, ainsi qu'au Conseil général de l'Organisation mondiale du tourisme, en tant que contribution aux travaux de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce qui aura lieu en 2003 et au dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement du développement qui aura lieu ensuite, pendant le deuxième semestre de 2003.